

Formation et titres universitaires

La première partie de ma carrière en tant que Professeure d'Université s'est déroulée à l'Université de la Réunion à l'issue du **concours d'agrégation (1994 - rang de classement : 2ème)**. Après avoir effectué l'ensemble de mon cursus juridique à l'Université de Strasbourg (Maîtrise en 1985, DEA de droit public en 1986 et doctorat en 1992) et y être devenue allocataire d'enseignement (de 1987 à 1990), ATER (1990 à 1992), puis maître de conférences (1992 à 1994), j'ai en effet choisi une affectation outre-mer. De retour en métropole en 2008, j'ai poursuivi ma carrière à l'Université Lumière Lyon 2.

Principaux thèmes de recherche

1. Le contentieux constitutionnel

Mêlant la grille des moyens de contrôle utilisée par le **juge administratif** et certains moyens développés par les **Cours étrangères et européennes**, j'ai renouvelé et continue de renouveler l'analyse des moyens de contrôle utilisés par le Conseil constitutionnel. Une **systématisation nouvelle des éléments et de l'intensité du contrôle de proportionnalité** a ainsi été proposée, systématisation qui a influencé la jurisprudence adoptée ultérieurement par le Conseil, en particulier dans sa décision du 21/02/2008 *Rétention de sûreté*. J'ai par ailleurs étendu mon champ de recherche à l'ensemble des moyens de contrôle utilisés par le Conseil (qualification juridique des faits, erreur de droit, vice de procédure, détournement de procédure et incompétence - positive et négative).

D'autres thématiques plus pointues ont enfin été étudiées (systématisation des hypothèses de non-contrôle des dispositions confirmatives de lois déjà promulguées ou de traités déjà en vigueur, décryptage et critique de la technique des réserves implicites d'interprétation à laquelle le Conseil constitutionnel a par la suite renoncé, motivation des décisions du Conseil et question des opinions dissidentes).

2. Les droits et libertés

Mon travail de recherche s'est également orienté vers l'analyse des **techniques propres à la protection des droits et libertés de valeur constitutionnelle**. Le jeu d'une **théorie des droits fondamentaux** empruntée tant au **contentieux constitutionnel allemand** qu'au **droit européen** est en effet de plus en plus perceptible dans la jurisprudence et **devait donc être en lumière**.

Le lancement et l'organisation des **Transversales de Lyon 2, colloques annuels**, prolonge cette nouvelle orientation par **l'étude de fond des droits et libertés et de leur traitement jurisprudentiel dans les droits européens et nationaux, qu'ils soient publics ou privés**.

3. Le droit constitutionnel international

Le premier champ de recherche que j'ai investi dans le cadre de ma thèse était au contraire dominé par l'absence de contrôle juridictionnel et le secret. **L'étude de la répartition des compétences en matière de conclusion des accords internationaux sous la Vème République** a nécessité de mener une recherche inédite sur le "terrain", c'est-à-dire dans les dossiers du Service juridique du ministère des Affaires étrangères. Portant sur le champ de la compétence parlementaire, elle s'est accompagnée d'une réflexion **théorique et critique** sur l'interprétation des dispositions constitutionnelles pertinentes. Les **accords soumis à approbation, les arrangements administratifs** et les **accords conclus par les collectivités locales** ont également fait l'objet d'analyses novatrices, en tant qu'ils traduisent un processus de "décentration" de la compétence de conclusion traditionnellement monopolisée par le chef de l'Etat dans l'ordre externe.

J'ai ensuite étudié les nouveaux développements qui ont affecté cette matière à la fin des années 1990, au début des années 2000 ou plus récemment, qu'ils soient dus à l'introduction d'un contrôle juridictionnel du respect de la compétence parlementaire ou aux transferts de compétences consentis par l'Etat aux différentes collectivités d'outre-mer.

4. La théorie générale de l'Etat et le droit institutionnel de la Vème République

La technique fédérale a été étudiée dans toutes ses dimensions (interne, internationale et de droit comparé) lorsqu'elle a été mise par le constituant au service d'une **souveraineté partagée** et d'une **décolonisation d'un type nouveau en Nouvelle-Calédonie**. J'ai également proposé, dans la nouvelle revue du Conseil constitutionnel (titre VII) une évolution de sa jurisprudence relative au principe de la séparation des pouvoirs tout en ayant rappelé par ailleurs la jurisprudence du Conseil sur la responsabilité du chef de l'Etat en pleine affaire Benalla.

5. Droit et littérature (au sens large)

J'ai abordé ce nouveau champ dans mes études les plus récentes, passant de **Proust à Tintin** tout en lançant, avec 2 collègues, des Transversales **barthésiennes** pour 2020 (**Le droit, prétexte**).

Responsabilités pédagogiques (depuis 2010)

- Depuis 2010, **co-direction du M2 Recherche**, puis du **M2 mutualisé "Droit public fondamental"** des Universités Lyon 2/Lyon 3/Saint-Etienne (co-directeurs : C. Chamard-Heim et B. Bonnet).

- Depuis 2015, responsable du **Master mention Droit public mutualisé Lyon 2/Lyon3/Saint-Etienne** (M1 et M2).

- Depuis 2016, **direction du M2 "Droits de l'homme"** de l'Université Lumière Lyon 2. **Montage d'une nouvelle maquette en collaboration avec Sciences Po Lyon** (co-direction stages : H. Surrel, Professeure à Sciences Po Lyon).

Responsabilités scientifiques

De 1995 à 2007 : **Direction de l'Equipe d'accueil "Droits et politiques comparés" de l'Université de la Réunion**.

Depuis 2015 : **Membre du Conseil de direction de l'EA de Lyon 2 "Droits, Contrats, Territoires" (EA n°4573). Direction de l'axe "Droits fondamentaux, Justice et Régulation" de cette Equipe**.

Responsabilités collectives

Je suis actuellement **membre élu du Conseil de Faculté** de la Faculté de droit de Lyon 2 et **Présidente de la Section de droit public**.

Enseignements actuels

Droit constitutionnel (L1),

Contentieux constitutionnel (M1),

Contentieux constitutionnel approfondi (M2),

Contentieux constitutionnel des libertés (M2),

Méthodologie de la recherche (M1, M2 de droit public, M2 Droits de l'homme, Ecole doctorale).

Publications

Articles dans revues internationales à comité de lecture

1. "La pénalisation des clients de prostitué(e)s devant le Conseil constitutionnel" (obs. sous Cons. const., décision Association Médecins du monde e.a., 1er février 2019), RTDH 2019, p. 941-954.

Articles dans revues nationales à comité de lecture

1. "Traité sur l'Union européenne. Dispositions résultant de la conférence intergouvernementale relative à l'Union politique", *Juris-Classeurs Europe*, Fascicule 120, 1993, 27 p ; Réactualisation, mai 1996, 5 p.
2. "Codification du droit international privé et droit des traités. Le centenaire de la Conférence de la Haye", *A.F.D.I.* 1992, p. 357 à 375.
3. "Réflexion iconoclaste sur le contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel", *R.F.D.C.*, 1997, p. 227 à 267.
4. "Sur quelques aspects récents du droit constitutionnel français des relations extérieures", *A.F.D.I.* 1997, p. 58 à 81.
5. "Petit exercice pratique de logique juridique : variation. A propos de la décision du Conseil constitutionnel n° 98399 DC du 5 mai 1998 "Séjour des étrangers et droit d'asile"", *R.F.D.A.* 1998, p. 1255 à 1257.
6. "La Nouvelle-Calédonie et l'Accord de Nouméa, un processus inédit de décolonisation", *A.F.D.I.* 1998, p. 24 à 75.
7. "La procédure de conclusion des accords internationaux dans la nouvelle Constitution sud-africaine", *Mélanges C. CADOUX*, 1999, p. 243 à 258.
8. Le contrôle exercé par le Conseil constitutionnel : défense et illustration d'une théorie générale, *R.F.D.C.* 2001, p. 67 à 83.
9. "A propos d'une catégorie constitutionnelle obscure : les traités qui engagent les finances de l'Etat", *R.F.D.C.* 2003, p. 55 à 72.
10. "La participation des départements et régions d'outre-mer à la conclusion des accords internationaux : essai d'analyse générale", *R.F.D.C.* 2006, p. 3 à 11.
11. "Le contrôle de proportionnalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel : figures récentes", *R.F.D.C.* 2007, p. 269 à 295.
12. "Le contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel", in "Le réalisme en droit constitutionnel", *Cahiers du Conseil constitutionnel* 2007, p. 141 à 145.
13. "Le non-contrôle par le Conseil constitutionnel de certaines dispositions confirmatives : entre logique imposée et logiques choisies", *R.F.D.C.* 2008, p. 3 à 16.
14. "Quels droits reconnaît-elle ?", La Constitution de 1958 en 20 questions, Contribution réalisée à la demande du Conseil constitutionnel à l'occasion du 50ème anniversaire de la Constitution de 1958, *site du Conseil constitutionnel*, 2008, La Constitution en 20 questions.
15. "Le contrôle de l'objectif poursuivi par le législateur dans la jurisprudence récente du Conseil constitutionnel", *R.F.D.C.* 2014, p. 269 à 291.
16. "Le Conseil constitutionnel, l'erreur de droit et la substitution de motifs", Tribune, *AJDA*, 18 juillet 2016.
17. "Le Conseil constitutionnel, la théorie des droits fondamentaux et la doctrine", Tribune, *AJDA* 2016, p. 2297.

18. "Une grande décision : la décision 2016-611 QPC" ., Tribune, *AJDA*, 2017, p .433.
19. "Les griefs d'inconstitutionnalité dans la jurisprudence récente du Conseil constitutionnel : entre objectivation, rationalisation et européanisation", *RFDA* 2016, p. 1251-1263.
20. "A quoi sert le contrôle de l'adéquation dans la jurisprudence récente du Conseil constitutionnel ?", *RFDC* 2017, p. 89-102
21. "Et le Conseil constitutionnel ? Réflexions sur la jurisprudence du Conseil, l'état d'urgence et la perspective de révision de la Constitution", *Mélanges Yves Lejeune*, "Les visages de l'Etat", Larcier, mars 2017, p. 471-486.
22. "L'école, les punitions et la Déclaration de 1789", Tribune, *AJDA* 22 mai 2017.
23. "Contrôle du respect de l'article 53 de la Constitution - Le Conseil d'Etat définit les traités ou accords "qui engagent les finances de l'Etat"" (Conseil d'Etat, 12 juillet 2017, n° 395313), *AJDA* 2017, p. 2204 à 2207.
24. "Le contrôle du Conseil constitutionnel sur les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence", Tribune, *AJDA* 30 octobre 2017.
25. "Le contrôle juridictionnel des lois en France : quels griefs ? quels modèles ?" in "Le contrôle et le droit", in H. A. Prince et J.-L. Navarro (dir.), "Le contrôle à travers le droit : une lecture franco-canadienne", Montréal : Éd. Thémis, 2017.
26. "Drôle de nécessité, Tribune, *AJDA* 19 février 2018.
27. "Petit exercice de motivation", Tribune, *AJDA* 16 avril 2018.
28. "Le consensus européen : une tentative de démystification", *Mélanges F. Sudre*, Lexis-Nexis, 2018, p. 277-285.
29. "Le dialogue des juges", in *La Constitution de la Cinquième République : 60 ans d'application (1958-2018)* (ss la dir. de P. Blacher), LGDJ, 2018, p. 537 à 449.
30. "La responsabilité du chef de l'Etat : et la jurisprudence du Conseil constitutionnel ?", Tribune, *AJDA* 8 octobre 2018.
31. "L'environnementalisation du droit constitutionnel : le jeu de l'objectif de préservation de l'environnement dans le jurisprudence du Conseil constitutionnel", *Actes de la journée d'étude du 1er juin 2018 en l'honneur de Sylvie Caudal*, Institut Universitaire Varenne, 2019, en cours de parution.
32. "La recherche du temps perdu, l'administration et le fonctionnaire", Tribune, *AJDA*, 2019, p. 305.
33. "La violation de la séparation des pouvoirs : quels fondements ? Quels griefs ? Retour sur une critique doctrinale", *Titre VII*, n° 3, octobre 2019.
34. "Le droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé, une exigence de valeur constitutionnelle", Tribune, *AJDA*, 27 janvier 2020, p.137.
35. "Acte 2 : La protection de l'environnement, un objectif de valeur constitutionnelle", Tribune, *AJDA*, mars 2020, p. 425.
36. "Le report des élections, le Conseil constitutionnel et la théorie des droits fondamentaux, *RDLF* 2020 chron. n°19 (www.revuedlf.com).
37. "Le Sceptre d'Ottokar et la séparation des pouvoirs", in *Tintin & Le droit* (ss la dir. de J. Heymann), LexisNexis, 2020, à paraître.
38. "Patrick Wachsmann et le contentieux constitutionnel", *Mélanges en l'honneur de P. Wachsmann*, 2020, à paraître.

Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs

1. *La répartition des compétences en matière de conclusion des accords internationaux sous la Vème République*, Thèse de doctorat, Pedone, 1995, 438 p.

2. *Contentieux constitutionnel*, collect. cours magistral, Ellipses,
 - 1ère édit. 2010,
 - 2ème édit. refondue 2016, 311 p., préface de P. Wachsmann.
 - 3ème éd. en cours, à paraître en 2020/2021

Chapitres d'ouvrages

1. "France" (co-rédaction avec E. Decaux, P.-M. Eisemann, B. Stern) in *L'intégration du droit international et communautaire dans l'ordre juridique national. Etude de la pratique en Europe*, sous la direction de P.M. Eisemann, Kluwer Law International, 1996, p. 241 à 286.
2. "L'influence du droit d'origine externe sur la jurisprudence du Conseil constitutionnel" (co-auteur R. Fraisse), in *Traité des rapports entre ordres juridiques* (ss la dir. de B. BONNET), LGDJ, 2016, p. 953-982.
3. "Contrôle de proportionnalité", "Conseil constitutionnel", in *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, L'Harmattan, 2020, à paraître.

Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques

1. "La loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000 : les dispositions relatives aux relations internationales", communication au colloque de Montpellier des 29, 30 et 31 mai 2001 relatif à "La loi d'orientation pour l'outre-mer. Quelles singularités dans la France et l'Europe ? », PUAM, 2001, p. 527 à 547.
2. "Les collectivités de l'océan Indien et la conclusion des accords internationaux", communication au colloque de Saint-Denis-de-la-Réunion des 12 et 13 octobre 2005 relatif à "la spécificité juridique des territoires français de l'océan Indien", Actes du colloque, *Annuaire des Pays de l'Océan Indien*, 2006, p. 9 à 16.
3. "Le Conseil constitutionnel et la conclusion des accords internationaux par les collectivités ultra-marines : un exemple de réserves contestables", communication à la journée d'études de Saint-Denis-de-la-Réunion du jeudi 8 décembre 2005 relative aux "Statuts de l'outre-mer et développements récents", Actes de la journée, *Revue Juridique et Politique des Etats francophones*, 2006, p. 72 à 86 et *R.F.D.C.* 2006 p. 375 à 386.
4. "Les compétences internationales des collectivités d'outre-mer", communication au colloque du 7 décembre 2006 sur "l'action extérieure des collectivités locales : bilan et perspectives", Lille, L'Harmattan, 2008.
5. "Le contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel : présentation générale", communication au colloque des 4/5 juin 2007 sur "le contrôle de proportionnalité en droit français : figures récentes", Saint-Denis de la Réunion, *Les Petites Affiches*, numéro spécial 2009, p. 62 à 69.
6. "Le juge constitutionnel et la proportionnalité", Rapport français à la Table ronde internationale de justice constitutionnelle d'Aix- en-Provence (4 et 5 septembre 2009), *A.I.J.C* 2009, p. 191 à 212.
7. "Le juge constitutionnel et la proportionnalité", Rapport de synthèse de la Table ronde internationale de justice constitutionnelle d'Aix- en-Provence (4 et 5 septembre 2009), *A.I.J.C* 2009, p. 424 à 427.
8. "Etudes d'impact de l'article 39 de la Constitution et contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel", communication à la journée décentralisée de l'A.F.D.C. du 17/12/2010, Université Lyon 3 et à la journée nationale de l'A.F.D.C du 13/01/2011, Assemblée nationale, publié in "Les études d'impact accompagnant les projets de loi", LGDJ 2012, p. 121 à 129 et in "Un Parlement renforcé ? Bilan et perspectives de la réforme de 2008", Dalloz, 2012, p. 81 à 89.

9. "Le contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel, technique de protection des libertés publiques ?", communication au colloque "Le Conseil constitutionnel protecteur des libertés publiques ?" organisé par l'Institut Villey et l'Institut Carré de Malberg, Université de Strasbourg, 6 mai 2011, *Jus politicum* n° 7, 2012, p. 143 à 155.
10. "Les griefs susceptibles d'être utilement invoqués dans le cadre d'une QPC", communication au colloque "Les cinq ans de la QPC - enjeux actuels" organisé par l'Université Jean Moulin-Lyon 3 le 30 avril 2015, *La Semaine Juridique Edition Générale* n° 27, 6 Juillet 2015, doct. 807, 10 pages.
11. "Le juge constitutionnel, acteur central des droits et libertés fondamentaux", communication à la journée d'études "Les droits et libertés fondamentaux, horizon indépassable du droit constitutionnel ?" organisée par la Commission Jeune Recherche Constitutionnelle de l'A.F.D.C, Université Lyon 3 – 21 octobre 2016, *Politeia*, n° 30, 2016.
12. "L'influence de la Convention européenne des droits de l'homme sur les techniques de contrôle utilisées par le Conseil constitutionnel", communication au 11ème séminaire franco-japonais "Aux sources nouvelles du droit" organisé les 19 et 20/03/2015 par l'Université de Paris X-Nanterre, Mare et Martin, 2018.
13. "Le Conseil constitutionnel "botte-t-il en touche" lorsqu'il ne statue pas sur le grief tiré de la violation de l'article 5 de la Charte ? », communication au colloque "Le traitement jurisprudentiel du principe de précaution en droit français et européen (quelle méthodologie ?)", Université Lumière Lyon 2, 25 novembre 2016, *RFDA* 2017, n°6, pp.1047-1054.
14. "Le Conseil constitutionnel et le droit au respect de la vie privée", communication au colloque "Vie privée - Quelle protection par le juge ?", Université Lumière Lyon 2, 24 novembre 2017, <https://transversales.org/2017/actes/le-conseil-constitutionnel-et-le-droit-au-respect-de-la-vie-privee>, 2018.
15. "Le contrôle de l'objectif poursuivi dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel", communication au colloque "La garantie des droits et libertés - Quelles techniques de contrôle utilisées par le juge ?", Université Lumière Lyon 2, 7 décembre 2018, <https://transversales.org/2018/actes-en-ligne/les-techniques-le-controle-du-but-poursuivi-du-detournement-de-pouvoir-par-le-conseil-constitutionnel>, 2019.
16. "Le contrôle des obligations positives dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel", communication au colloque "La garantie des droits et libertés - Quelles techniques de contrôle utilisées par le juge ?", Université Lumière Lyon 2, 7 décembre 2018, <https://transversales.org/2018/actes-en-ligne/les-techniques-le-controle-du-respect-des-obligations-positives-par-le-conseil-constitutionnel>, 2019.
17. "Le contrôle de proportionnalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel", communication au colloque "La garantie des droits et libertés - Quelles techniques de contrôle utilisées par le juge ?", Université Lumière Lyon 2, 7 décembre 2018, <https://transversales.org/2018/actes-en-ligne/les-techniques-l-atteinte-a-la-substance-du-droit-et-le-controle-de-proportionnalite-par-le-conseil-constitutionnel>, 2019.
18. "La réception de la jurisprudence européenne par le juge français et le juge de l'UE : le juge constitutionnel, communication au colloque "Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?", 29 mars 2019, Université Lyon 3, 2019 (en cours d'édition).
19. "Propos conclusifs", au colloque "Secret du délibéré et opinions dissidentes", 12 avril 2019, Université Clermont-Auvergne, 2020 (en cours d'édition).
20. "La motivation en pratique : l'exemple de la protection de la vie privée - Etudes de décisions - Le Conseil constitutionnel", communication au colloque "Comment sont motivées les décisions de justice ?", Université Lumière Lyon 2, 29 novembre 2019, <https://transversales.org/edition-2019>, 2020, à paraître.

21. "Une logique herméneutique (I) : l'incompréhension de la doctrine et des juges - Etudes de cas - Le Conseil constitutionnel, communication au colloque "Comment sont motivées les décisions de justice ?", Université Lumière Lyon 2, 29 novembre 2019, <https://transversales.org/edition-2019>, 2020, à paraître.
22. "L'écriture de la thèse - propos barthésiens", communication au colloque "Le droit, prétexte", Université Lumière Lyon 2, 20 novembre 2020 (en cours de rédaction, à paraître).

Autres

Sont également accessibles sur internet les communications ou rapports de synthèse suivants :

1. "La Charte de l'environnement devant le Conseil constitutionnel et les perspectives ouvertes par la voie de la question préjudicielle", communication à la journée d'études organisée par la Faculté de droit de Lyon 2 le 26/11/2008 sur "Les nouveaux enjeux contentieux du droit de l'environnement", www.debatsdedroit.fr.
2. "Légitimité et moyens du contrôle exercé par le Conseil constitutionnel : retour sur une analyse récente", communication à la Table ronde "Légitimité et moyens du contrôle exercé par le Conseil constitutionnel" organisée à l'Université Jean Moulin Lyon 3, 8/04/2013, 17 pages. Cette publication est accompagnée de celle des interventions de M. Troper et C. Grewe, www.debatsdedroit.fr.
3. Rapport de synthèse de l'atelier "Pratiques de la QPC", Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, 26, 27 et 28 juin 2014, Lyon, Pratiques de la QPC, <http://www.droitconstitutionnel.org/congresLyon/atelierslyon.html>.